

CONVENTION
PORTANT CRÉATION D'UNE ORGANISATION EUROPÉENNE POUR L'EXPLOITATION
DE SATELLITES MÉTÉOROLOGIQUES
("EUMETSAT")

CONVENTION
FOR THE ESTABLISHMENT OF A EUROPEAN ORGANISATION FOR THE EXPLOITATION
OF METEOROLOGICAL SATELLITES
("EUMETSAT")

Les Etats parties à la présente Convention,

CONSIDÉRANT que :

- la sécurité des populations et l'exercice efficace de nombreuses activités humaines sont conditionnés par les informations météorologiques et qu'elles réclament des prévisions plus précises et plus rapidement disponibles ;
- la possibilité d'améliorer les prévisions est largement fonction de la disposition d'observations météorologiques aussi bien locales qu'à l'échelle de la planète, y compris dans les régions reculées ou désertiques ;
- les satellites météorologiques ont prouvé leur aptitude et leur potentiel unique pour compléter les systèmes d'observation au sol, particulièrement en ce qui concerne la surveillance permanente du temps ainsi que l'exécution et la collecte rapide d'observations sur les zones les plus inaccessibles de la surface terrestre ;

NOTANT que :

- l'Organisation Météorologique Mondiale a recommandé à ses membres d'améliorer les bases de données météorologiques et fermement appuyé les plans visant à réaliser et exploiter un système global d'observation par satellites pour alimenter la "Veille Météorologique Mondiale" ;
- le programme expérimental Météosat, conduit par l'Agence spatiale européenne, a démontré la capacité de l'Europe d'assumer sa part de responsabilité dans la mise en oeuvre d'un système global d'observation par satellites ;

RECONNAISSANT que :

- aucune organisation nationale ou internationale n'a prévu de disposition pour offrir à l'Europe l'ensemble des observations par satellite météorologique nécessaire à la couverture de ses zones d'intérêt ;
- l'importance des ressources humaines, techniques et financières nécessaires aux activités relevant du domaine spatial est telle que ces ressources dépassent les possibilités individuelles de chacun des pays européens ;
- il est souhaitable de fournir aux organismes météorologiques européens un cadre de coopération leur permettant d'engager des actions en commun utilisant les technologies spatiales applicables à la recherche et à la prévision météorologiques ;

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1

Création d'Eumetsat

1. Il est institué par la présente Convention une organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques, ci-après dénommée "Eumetsat".
2. Les membres d'Eumetsat, ci-après dénommés "les Etats membres", sont les Etats qui sont parties à la présente Convention en application des dispositions de l'article 15, paragraphes 2 ou 3.
3. Eumetsat a la personnalité juridique. Elle a notamment la capacité de contracter, d'acquérir et de disposer de biens mobiliers et immobiliers ainsi que d'ester en justice.
4. Les organes d'Eumetsat sont le Conseil et le Directeur.
5. Le siège d'Eumetsat est fixé provisoirement dans les locaux de l'Agence spatiale européenne à Paris. La décision définitive sur l'emplacement du siège sera prise par le Conseil conformément aux dispositions de l'article 5.2 (b) (viii) ci-après.
6. Les langues officielles d'Eumetsat sont l'anglais et le français.

ARTICLE 2

Objectifs

1. Eumetsat a pour objectif principal la mise en place, le maintien et l'exploitation de systèmes européens de satellites météorologiques opérationnels en tenant compte dans la mesure du possible des recommandations de l'Organisation Météorologique Mondiale.
2. La définition du système initial fait l'objet de l'Annexe I.
3. Pour la réalisation de ses objectifs, Eumetsat :
 - (a) tire profit autant que possible des technologies développées particulièrement en Europe dans le domaine des satellites météorologiques en assurant la continuation opérationnelle des programmes qui ont démontré leur réussite technique et leur rentabilité ;
 - (b) s'appuie de manière appropriée sur les capacités d'Organisations internationales existantes exerçant des activités dans un domaine similaire ;

- (c) contribue au développement des techniques de la météorologie spatiale et de systèmes d'observation météorologique utilisant des satellites, qui puissent conduire à de meilleurs services et à des coûts optimaux.

ARTICLE 3

Coopération

Pour la réalisation de ses objectifs, Eumetsat coopère dans la plus large mesure possible, conformément à la tradition météorologique, avec les gouvernements et les organismes nationaux des Etats membres ainsi qu'avec les Etats non membres ou les organisations internationales scientifiques ou techniques gouvernementales et non gouvernementales dont les activités ont un lien avec ses objectifs. Eumetsat peut conclure des accords à cet effet.

ARTICLE 4

Le Conseil

1. Le Conseil est composé de deux représentants au plus de chaque Etat membre dont l'un devrait être un délégué de son service météorologique national. Les représentants peuvent être assistés de conseillers lors des réunions du Conseil.
2. Le Conseil élit parmi ses membres un Président et un Vice-Président dont les mandats sont de deux ans et qui ne peuvent être réélus qu'une seule fois. Le Président dirige les travaux du Conseil et ne siège pas alors en tant que représentant d'un Etat membre.
3. Le Conseil se réunit en session ordinaire au moins une fois par an. Il peut se réunir en session extraordinaire à la demande soit du Président soit d'un tiers des Etats membres. Les réunions du Conseil se tiennent au siège d'Eumetsat à moins que le Conseil n'en décide autrement.
4. Le Conseil peut créer les organes subsidiaires et les groupes de travail qu'il juge nécessaire à la réalisation des objectifs d'Eumetsat.
5. Le Conseil arrête son règlement intérieur.

ARTICLE 5
Rôle du Conseil

1. Le Conseil dispose du pouvoir d'adopter toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente Convention.

2. En particulier, le Conseil, statuant :
 - (a) à l'unanimité de tous les Etats membres,
 - i. décide de l'adhésion des Etats visés à l'article 15.3 et des modalités et conditions de celle-ci ;
 - ii. décide des amendements aux Annexes et de la date de leur mise en vigueur ;
 - iii. approuve la conclusion d'Accords de coopération avec les Etats non membres ;
 - iv. décide de dissoudre ou de ne pas dissoudre Eumetsat en application de l'article 19 ;
 - v. décide des modalités pour entreprendre l'exécution de systèmes autres que celui défini à l'Annexe I et répondant aux objectifs d'Eumetsat.
 - (b) à la majorité des deux tiers des Etats membres présents et votants, représentant au moins deux tiers du montant total des contributions :
 - i. adopte le budget annuel, en même temps que le plan des dépenses et recettes à prévoir pour les trois années suivantes et le tableau des effectifs qui y sont joints ;
 - ii. approuve chaque année les comptes de l'exercice écoulé, ainsi que le bilan de l'actif et du passif d'Eumetsat, après avoir pris connaissance du rapport des commissaires aux comptes et donne décharge au Directeur de l'exécution du budget ;
 - iii. adopte les mesures appropriées visées à l'article 9.4 ;
 - iv. approuve le règlement financier ainsi que toutes dispositions financières ;
 - v. fixe le montant du versement spécial visé à l'article 16.5 ;
 - vi. statue sur les modalités de dissolution d'Eumetsat, conformément aux dispositions de l'article 19.3 et 4 ;
 - vii. décide de l'exclusion d'un Etat membre conformément aux dispositions de l'article 13 ;
 - viii. décide du transfert du siège d'Eumetsat ;
 - ix. adopte le Statut du personnel.

- (c) à la majorité des deux tiers des Etats membres présents et votants :
- i. nomme le Directeur pour une période déterminée et peut mettre fin à son mandat ou suspendre celui-ci ; dans ce dernier cas, le Conseil nomme un Directeur à titre intérimaire ;
 - ii. définit les spécifications opérationnelles du système européen de satellites météorologiques ainsi que les produits et services décrits en Annexe I que le système fournit aux Etats membres ;
 - iii. approuve tout Accord avec un Etat membre, une organisation internationale gouvernementale ou non gouvernementale, une organisation nationale relevant d'un Etat membre ;
 - iv. arrête les recommandations aux Etats membres concernant les amendements à apporter à la présente Convention ;
 - v. arrête son règlement intérieur ;
 - vi. nomme les commissaires aux comptes et décide de la durée de leur mandat.

(d) à la majorité des Etats membres présents et votants :

- i. approuve la nomination et le licenciement des agents de grade supérieur ;
- ii. décide de la création d'organes subsidiaires, de groupes de travail et définit leur mandat ;
- iii. décide de toutes autres mesures ne faisant pas l'objet de dispositions expresses dans la présente Convention.

3. Chaque Etat membre dispose d'une voix au Conseil. Toutefois, un Etat membre n'a pas droit de vote au Conseil si l'arriéré de ses contributions dépasse le montant de ses contributions fixé pour l'exercice financier courant. En pareil cas, ledit Etat membre peut néanmoins être autorisé à voter si la majorité des deux tiers de tous les Etats membres ayant droit de vote estime que le défaut de paiement est dû à des circonstances indépendantes de sa volonté. Pour déterminer l'unanimité ou les majorités prévues dans la présente Convention, il n'est pas tenu compte d'un Etat membre n'ayant pas droit de vote.

L'expression "Etats membres présents et votants" s'entend des Etats membres votant pour ou contre. Les Etats membres qui s'abstiennent de voter sont considérés comme non votants.

4. La présence de représentants de la majorité de tous les Etats membres ayant droit de vote est nécessaire pour que le Conseil délibère valablement. Les

décisions du Conseil relatives à une affaire urgente peuvent être acquises au moyen d'un vote par correspondance dans l'intervalle des sessions du Conseil.

ARTICLE 6

Le Directeur

1. Le Directeur assure l'exécution des décisions adoptées par le Conseil et celle des tâches confiées à Eumetsat. Il est le représentant légal d'Eumetsat et à ce titre, signe les Accords approuvés par le Conseil et les contrats.
2. Le Directeur agit sur instructions du Conseil. Il est en particulier chargé:
 - (a) d'assurer le bon fonctionnement d'Eumetsat,
 - (b) de percevoir les contributions des Etats membres,
 - (c) de procéder aux engagements et aux dépenses décidés par le Conseil dans la limite des crédits autorisés,
 - (d) de préparer la rédaction des appels d'offres et des contrats,
 - (e) de préparer les réunions du Conseil et de fournir aux sessions d'éventuels organes subsidiaires et de groupes de travail l'assistance technique et administrative nécessaire,
 - (f) d'assurer et de contrôler l'exécution des contrats,
 - (g) de préparer et d'exécuter le budget d'Eumetsat conformément au règlement financier et de soumettre annuellement à l'approbation du Conseil les comptes afférents à l'exécution du budget et le bilan de l'actif et du passif, établis conformément au règlement financier, ainsi que le rapport d'activité d'Eumetsat,
 - (h) d'assurer la comptabilité,
 - (i) d'exécuter toute autre tâche qui lui est confiée par le Conseil.
3. Le Directeur est assisté d'un secrétariat.

ARTICLE 7

Le personnel du secrétariat

1. Sous réserve du deuxième alinéa du présent paragraphe, le personnel du secrétariat est régi par le statut du personnel adopté par le Conseil statuant conformément à l'article 5.2 (b). Si les conditions d'emploi d'un agent du secrétariat ne relèvent pas de ce statut, elles sont soumises au droit applicable dans l'Etat où l'intéressé exerce ses activités.

2. Le recrutement du personnel s'effectue sur la base de sa qualification, compte tenu du caractère international d'Eumetsat. Aucun emploi ne peut être réservé aux ressortissants d'un Etat membre déterminé.
3. Il peut être fait appel à des agents d'organismes nationaux des Etats membres, mis à la disposition d'Eumetsat pour une durée déterminée.
4. Le Conseil approuve, conformément à l'article 5.2 (d), la nomination et le licenciement des agents de grade supérieur tel que défini par le statut du personnel. Les autres membres du personnel sont nommés et licenciés par le Directeur agissant par délégation du Conseil. Le Directeur a autorité sur l'ensemble du personnel.
5. Les Etats membres sont tenus de respecter le caractère international des responsabilités du Directeur et des agents du secrétariat. Dans l'exercice de leurs fonctions, le Directeur et les agents du secrétariat ne doivent solliciter ou recevoir d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autorité extérieure à Eumetsat.

ARTICLE 8

Responsabilité

1. Eumetsat n'offre pas de garantie pour les services et les produits qui doivent être fournis conformément à la présente Convention.
2. Eumetsat, tout Etat membre et, lorsqu'il agit dans l'exercice de ses fonctions et dans les limites de ses attributions, tout fonctionnaire ou employé de l'un d'eux, tout représentant aux différentes réunions d'Eumetsat n'encourent aucune responsabilité à l'égard de tout Etat membre ou d'Eumetsat pour les pertes ou dommages résultant de tout arrêt, retard ou mauvais fonctionnement des services qui doivent être fournis, conformément à l'Annexe I de la présente Convention.
3. Aucun Etat membre n'encourt de responsabilité individuelle pour les actes et obligations d'Eumetsat liés à la mise en place du secteur spatial d'Eumetsat, sauf si ladite responsabilité résulte d'un traité auquel cet Etat membre et l'Etat demandant réparation sont parties. Dans ce cas, Eumetsat indemnise l'Etat membre concerné des sommes qu'il a acquittées, à moins que ledit Etat membre ne se soit expressément engagé à assumer seul une telle responsabilité. Le Conseil établit les mesures d'application du présent paragraphe.

ARTICLE 9

Principes de financement

1. Les dépenses d'Eumetsat comprennent les coûts relatifs aux services fournis par les contractants ou les fournisseurs ainsi que les dépenses d'Eumetsat nécessaires pour l'exécution des fonctions qui lui sont dévolues.
2. Les dépenses d'Eumetsat sont couvertes par les contributions financières des Etats membres et par les autres recettes éventuelles d'Eumetsat.
3. Chaque Etat membre verse à Eumetsat une contribution annuelle en devises convertibles sur la base du barème figurant en Annexe II. Les modalités de versement des contributions sont fixées par le règlement financier.
4. Si, postérieurement à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, conformément soit au paragraphe 1 soit au paragraphe 2 de l'article 16, un Etat membre cesse d'y être partie ou un Etat y adhère, le Conseil examine les conséquences correspondantes et adopte les mesures appropriées. En outre, le barème de contributions visé à l'Annexe II peut faire l'objet d'un ajustement au prorata.
5. Le règlement financier définit la procédure applicable en cas de non versement de contributions de la part d'un Etat membre ainsi que les charges de l'Etat membre en retard de contributions.
6. Le Conseil peut accepter des contributions volontaires, qu'elles soient ou non en espèces, à condition qu'elles soient offertes à des fins compatibles avec les objectifs, l'activité et les principes de gestion d'Eumetsat.

ARTICLE 10

Le budget

1. Le budget est établi en unités de compte européennes (ECU) telles que définies par le Règlement financier des Communautés européennes n° 3180/78 du 18 décembre 1978.
2. L'exercice financier commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre.

3. Le budget annuel d'Eumetsat est établi pour chaque exercice financier avant l'ouverture de celui-ci conformément aux dispositions du règlement financier. Les recettes et les dépenses qui figurent au budget doivent être équilibrées.
4. Le Conseil adopte, conformément à l'article 5.2 (b), le budget de chaque exercice ainsi qu'éventuellement les budgets supplémentaires et rectificatifs.
5. L'adoption du budget par le Conseil comporte :
 - (a) l'obligation, pour chaque Etat membre, de mettre à la disposition d'Eumetsat les contributions financières fixées dans le budget ;
 - (b) l'autorisation, pour le Directeur, de procéder aux engagements et aux dépenses dans la limite des crédits correspondants qui ont été autorisés.
6. Si, au début d'un exercice financier, le budget n'a pas été arrêté par le Conseil, le Directeur peut procéder mensuellement aux engagements et aux dépenses par chapitres, dans la limite du douzième des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, et sans que cette mesure puisse avoir pour effet de mettre à sa disposition des crédits supérieurs au douzième de ceux prévus dans le projet de budget.
7. Les Etats membres versent chaque mois, à titre provisionnel, conformément au barème prévu à l'Annexe II, les sommes nécessaires en vue d'assurer l'application du paragraphe 6.
8. Le détail des dispositions financières et des procédures comptables figure dans le règlement financier adopté par le Conseil statuant conformément à l'article 5.2 (b).

ARTICLE 11

Vérification des comptes

1. Les comptes de la totalité des recettes et des dépenses du budget ainsi que le bilan de l'actif et du passif d'Eumetsat sont soumis à une vérification

annuelle, dans les conditions prévues par le règlement financier. Les commissaires aux comptes soumettent chaque année au Conseil un rapport sur les comptes.

2. Le Directeur fournit aux commissaires aux comptes toutes les informations et l'assistance dont ils ont besoin pour l'exécution de leur mission.
3. Le Conseil fixe les modalités supplémentaires sur la vérification des comptes.

ARTICLE 12

Privilèges et Immunités

Eumetsat jouit des privilèges et immunités nécessaires à l'exercice de ses activités officielles, conformément à un Protocole qui sera ultérieurement établi.

ARTICLE 13

Inexécution des obligations

Tout Etat membre qui ne remplit pas les obligations découlant de la présente Convention cesse d'être membre d'Eumetsat si le Conseil en décide ainsi conformément à l'article 5.2 (b), l'Etat concerné ne participant pas au vote sur ce point. La décision prend effet à la fin de l'exercice financier au cours duquel elle a été prise. Les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 18 sont applicables.

ARTICLE 14

Règlement des différends

1. Tout différend entre deux ou plusieurs Etats membres, ou entre un ou plusieurs Etats membres et Eumetsat, au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention ou de ses Annexes, qui n'aura pu être réglé par l'entremise du Conseil, est soumis à un Tribunal d'arbitrage sur la demande d'une des parties au différend, à moins que les parties ne conviennent d'un autre mode de règlement.

2. Le tribunal d'arbitrage est composé de trois membres. Chaque partie au différend désigne un arbitre dans un délai de deux mois à compter de la réception de la demande visée au paragraphe premier. Les deux premiers arbitres désignent, dans un délai de deux mois à compter de la désignation du deuxième arbitre, un troisième arbitre qui assume la présidence du tribunal d'arbitrage et qui ne peut être un ressortissant d'une partie au différend. Si l'un des deux arbitres n'a pas été désigné dans le délai prévu, il est désigné par le Président de la Cour internationale de justice ou, en cas de désaccord entre les parties sur le recours à ce dernier, par le Secrétaire général de la Cour permanente d'arbitrage, à la demande de l'une des parties. La même procédure s'applique si le Président du tribunal d'arbitrage n'a pas été désigné dans le délai prévu.
3. Le tribunal d'arbitrage détermine le lieu où il siège et fixe lui-même les règles de procédure.
4. Chaque partie assume les dépenses concernant l'arbitre qu'il lui appartenait de désigner et celles de sa représentation dans la procédure devant le tribunal. Les dépenses concernant le président du tribunal d'arbitrage sont prises en charge à parts égales par les parties au différend.
5. La sentence du tribunal d'arbitrage est rendue à la majorité de ses membres qui ne peuvent s'abstenir de voter. La sentence est définitive et obligatoire pour toutes les parties au différend et aucun recours ne peut être interjeté contre elle. Les parties se conforment sans délai à la sentence. En cas de contestation sur son sens et sa portée, le tribunal d'arbitrage l'interprète sur la demande d'une des parties au différend.

ARTICLE 15

Signature, ratification et adhésion

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats qui ont participé à la Conférence des Plénipotentiaires pour l'établissement d'une Organisation européenne pour l'exploitation des satellites météorologiques.

2. Lesdits Etats deviennent parties à la présente Convention :

- soit par la signature sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation,
- soit par le dépôt d'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation auprès du dépositaire si la Convention a été signée sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

3. A partir de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, tout Etat qui n'a pas participé à la Conférence des Plénipotentiaires visée au paragraphe 1, peut adhérer à la Convention à la suite d'une décision du Conseil prise conformément à l'article 5.2 (a). Un Etat désireux d'adhérer à la présente Convention notifie sa demande au Directeur qui en informe les Etats membres au moins trois mois avant qu'elle ne soit soumise au Conseil pour décision. Le Conseil fixe les modalités et les conditions d'adhésion dudit Etat conformément à l'article 5.2 (a).

4. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du Gouvernement de la Confédération suisse, dénommé "le dépositaire".

ARTICLE 16

Entrée en vigueur

1. La présente Convention entre en vigueur soixante jours après la date à laquelle sont devenus parties à la Convention en application de l'article 15.2 les Etats dont la somme des contributions atteint, selon le barème joint en Annexe II, au moins 85 % du montant total des contributions.

2. Si les conditions prévues pour l'entrée en vigueur de la présente Convention au paragraphe 1 du présent article ne sont pas remplies vingt-quatre mois après la date d'ouverture à signature de la Convention, le dépositaire convoque, aussitôt que possible, les Gouvernements des Etats qui ont signé la Convention sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation ou déposé leurs instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation. Ces Gouvernements peuvent alors décider que nonobstant les conditions

prévues au paragraphe 1, la Convention entrera en vigueur entre eux. En prenant une telle décision ces Gouvernements conviennent de la date de l'entrée en vigueur et d'une révision du barème des contributions figurant en Annexe II.

3. Après l'entrée en vigueur de la Convention conformément soit au paragraphe 1 soit au paragraphe 2 du présent article et en attendant le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, un Etat qui a signé la Convention sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, peut participer aux réunions d'Eumetsat sans droit de vote.
4. Pour tout Etat qui, après la date de l'entrée en vigueur de la Convention conformément soit au paragraphe 1 soit au paragraphe 2 du présent article, signe celle-ci sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation ou dépose son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation ainsi que pour tout Etat qui y adhère, la Convention prend effet, selon le cas, à la date de la signature ou à celle du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.
5. Tout Etat visé à l'article 15.1 qui devient partie à la Convention effectue, autant qu'il est nécessaire, un versement spécial au titre des investissements déjà réalisés pour mettre en place le système initial défini à l'Annexe I, calculé sur la base de son taux de contribution et fixé dans l'Annexe II ou déterminé par le Conseil conformément à l'article 5.2 (b). Pour tout Etat qui adhère à la Convention, ce versement spécial fait partie des conditions d'adhésion arrêtées par le Conseil conformément à l'article 5.2 (a).

ARTICLE 17

Amendements

1. Tout Etat membre peut proposer des amendements à la présente Convention. Les propositions d'amendements sont adressées au Directeur qui les communique aux autres Etats membres au moins trois mois avant leur examen par le Conseil. Le Conseil examine ces propositions et peut, en statuant conformément à l'article 5.2 (c), recommander aux Etats membres d'accepter les amendements proposés.

2. Les amendements recommandés par le Conseil entrent en vigueur trente jours après réception par le dépositaire de la Convention des déclarations d'acceptation de tous les Etats membres.
3. Nonobstant les dispositions de l'article 5.2 (b) (iii), le Conseil peut, statuant conformément à l'article 5.2 (a), amender les Annexes de la présente Convention à condition que ces amendements ne soient pas en contradiction avec la Convention et fixer la date de leur mise en vigueur pour tous les Etats membres.

ARTICLE 18

Dénonciation

1. A l'expiration d'un délai de six ans à compter de son entrée en vigueur, la présente Convention peut être dénoncée par tout Etat membre par une notification au dépositaire de la Convention. La dénonciation prend effet à la fin de l'exercice financier suivant celui au cours duquel elle a été notifiée.
2. Après que la dénonciation a pris effet, l'Etat intéressé reste tenu de financer sa quote-part des crédits de paiement correspondant aux crédits d'engagement votés et utilisés tant au titre du budget de l'exercice en cours au moment où la notification de la dénonciation a été faite qu'au titre des budgets des exercices antérieurs.
3. L'Etat intéressé conserve les droits qu'il a acquis à la date de la prise d'effet de la dénonciation.

ARTICLE 19

Dissolution

1. Eumetsat peut à tout moment être dissoute par le Conseil statuant conformément à l'article 5.2 (a).
2. Sauf décision contraire du Conseil statuant conformément à l'article 5.2(a), un Etat membre ayant dénoncé la Convention ne prenant pas part au vote dans

ce cas, Eumetsat est dissoute si à la suite de la dénonciation de la présente Convention par un ou plusieurs Etats membres conformément à l'article 18.1, les contributions de chacun des autres Etats membres sont accrues de plus d'un cinquième par rapport à leur taux fixé à l'Annexe II.

3. Dans les cas visés aux paragraphes 1 et 2, le Conseil désigne un organe de liquidation.
4. L'actif est réparti entre les Etats membres d'Eumetsat au moment de la dissolution au prorata des contributions effectivement versées par eux depuis qu'ils sont parties à la présente Convention. S'il existe un passif, celui-ci est pris en charge par les mêmes Etats, au prorata des contributions fixées pour l'exercice financier en cours.

ARTICLE 20
Notification

Le dépositaire notifie aux Etats signataires et adhérents :

- (a) toute signature de la présente Convention,
- (b) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion,
- (c) l'entrée en vigueur de la présente Convention, conformément soit au paragraphe 1 soit au paragraphe 2 de l'article 16,
- (d) l'adoption et l'entrée en vigueur de tout amendement à la présente Convention et à ses Annexes,
- (e) toute dénonciation de la présente Convention ou la perte de la qualité de membre d'Eumetsat,
- (f) la dissolution d'Eumetsat.

ARTICLE 21
Enregistrement

Lors de

~~Dès~~ l'entrée en vigueur de la présente Convention, le dépositaire la fait enregistrer auprès du ^{Secrétaire} ~~Secrétariat~~ général de l'Organisation des Nations Unies, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

ANNEXE I

DESCRIPTION DU SYSTÈME

1. GÉNÉRALITÉS

Le système initial européen de satellite météorologique européen est la continuation du programme Météosat préopérationnel de satellites géostationnaires. La position nominale du satellite est 0° de longitude. Le système sera composé d'un secteur spatial et d'un secteur terrien. La conception du véhicule spatial est basée sur celle de Météosat. Le secteur terrien exploite lui aussi l'expérience acquise dans le cadre du programme Météosat préopérationnel et assure la poursuite et le contrôle du véhicule spatial et le traitement central des données.

2. DESCRIPTION FONCTIONNELLE

2.1 Secteur spatial

Le satellite assure les fonctions suivantes :

- Prise d'images dans les trois domaines suivants du spectre : visible, créneau de l'infrarouge atmosphérique, bande de l'infrarouge vapeur d'eau.
- Dissémination des images et autres données sur deux canaux, l'un et l'autre capables de transmettre des données numériques ou analogiques aux stations d'utilisateurs.
- Collecte des données transmises par les stations de mesure in situ.
- Diffusion de données météorologiques aux stations terriennes.

2.2 Secteur terrien

Le secteur terrien assure les fonctions suivantes dont la plupart doivent être exécutées en temps quasi-réel pour répondre aux besoins des météorologistes :

- Commande, contrôle et utilisation opérationnelle d'un satellite actif.
- Possibilité de commande d'un second satellite en attente d'exploitation.
- Réception et prétraitement des données d'images. Le prétraitement est l'opération par laquelle les variations radiométriques et géométriques subies par les données brutes sont déterminées et corrigées ; il comprendra au moins la mise en coïncidence réciproque des différents canaux, l'étalonnage du créneau de l'infrarouge atmosphérique, la localisation des images.
- Dissémination des images prétraitées vers les stations primaires (PDUS) et secondaires (SDUS) des utilisateurs.

- Dissémination via le satellite de données diverses, comprenant les messages de service et les cartes fournies par les services météorologiques.
- Dissémination d'images provenant d'autres satellites météorologiques.
- Acquisition et traitement limité des messages provenant des stations de mesure in situ (plates-formes de collecte de données ou DCP) et dissémination de ceux-ci. La diffusion de ces informations s'effectue à la fois sur le réseau mondial de télécommunications météorologiques (GTS) et vers les stations d'utilisateurs par l'intermédiaire du satellite (ces transmissions viendront en sus des autres transmissions énumérées dans la présente section).

Toutes données
nécessaires à la
météorologie
opérationnelle,
telles que

- Extraction de données météorologiques quantitatives, comprenant les vents, la température de la surface de la mer, la teneur en vapeur d'eau des couches supérieures de la troposphère, la nébulosité et l'altitude des nuages, et un jeu de données adaptées aux besoins de la climatologie.
- Archivage sous forme numérique de toutes les images disponibles pendant une période mobile d'au moins cinq mois et, à titre permanent, de toutes les informations météorologiques élaborées qui ont été produites.
- Archivage sur film photographique d'au moins 2 images du disque complet par jour.
- Ressaisie des informations archivées.
- Rédaction et diffusion de documentation, comprenant par exemple un catalogue des images et un guide destiné aux utilisateurs du système.
- Contrôle de la qualité des produits et des transmissions.

3. PERFORMANCES TECHNIQUES

3.1 Secteur spatial

Les spécifications de performances détaillées du véhicule spatial sont arrêtées par le Conseil, sans pouvoir être inférieures à celles des satellites Météosat préopérationnels, les moyens d'interrogation des plates-formes de collecte des données par l'intermédiaire d'une liaison descendante spécialisées n'y étant pas inclus.

Les améliorations suivantes sont prévues :

- Durée de vie en ce qui concerne l'alimentation électrique et les ergols.
- Fiabilité du radiomètre et de l'électronique.
- Alignement du canal vapeur d'eau sur les normes de conception et de fabrication des deux autres canaux ; réduction du bruit (interférence).

- Fonctionnement simultané du canal infrarouge, du canal vapeur d'eau et des deux canaux visibles.
- Etalonnage "en vol" du canal vapeur d'eau.
- Régulation thermique du corps noir d'étalonnage.
- Modification du répéteur de bord en vue de permettre la diffusion de données numériques aux stations terriennes, en sus des fonctions assurées par les satellites Météosat préopérationnels.

3.2 Secteur terrien

En ce qui concerne les fonctions énumérées au point 2.2, les performances techniques sont au moins égales à celles du système Météosat préopérationnel. Le système est toutefois actualisé dans le sens d'une amélioration de la fiabilité et d'une réduction des coûts d'exploitation.

4. ACTIVITES DE TRANSITION

L'exploitation du système existant, comprenant Météosat F1 et F2 et le satellite P2 (s'il est lancé dans le cadre du programme préopérationnel) est également comprise dans le programme opérationnel à compter du 24 novembre 1983.

5. CALENDRIER DE LANCEMENT

5.1 Le programme opérationnel couvre l'approvisionnement des composants et la fabrication des sous-unités nécessaires pour trois modèles de vol nouveaux (MO1, MO2, MO3) et un jeu de pièces de rechange.

Une seule équipe d'intégration est utilisée et les satellites sont intégrés l'un après l'autre.

MO1 est lancé dès qu'il est prêt en principe au premier semestre de 1987.

MO2 est lancé environ un an et demi plus tard, en principe au second semestre de 1988.

MO3 est lancé en principe au second semestre de 1990.

La date de ce lancement pourrait être déplacée en fonction de l'état d'avancement du programme et de la disponibilité de lanceurs lors de la décision.

Les lancements MO1, MO2 sont couverts par une assurance devant permettre l'intégration et le lancement d'une unité de vol supplémentaire en cas de besoin.

5.2 Le montant maximum visé à l'Annexe II suppose que tous les lancements sont exécutés au moyen du lanceur Ariane dans le cadre de lancements doubles. Le Conseil peut décider à l'unanimité d'avoir recours à des lancements simples si le programme le requiert.

6. DURÉE DU PROGRAMME

L'utilisation des satellites opérationnels, d'après le calendrier provisoire, devrait en principe être de 8,5 années à compter du lancement de MO1 en 1986-87. Il y aura en outre des activités de transition utilisant les satellites existants (F1, F2, P2) disponibles, au cours de la période allant du 24 novembre 1983 jusqu'au lancement de MO1 en 1986-87. La durée totale escomptée du système est de 12,5 années du début de 1983 à la mi-1995.

ANNEXE II

I. Enveloppe financière globale

L'enveloppe financière globale pour la réalisation du système initial décrit à l'Annexe I est estimée à 400 millions d'unités de compte (MUC) pour la période 1983-1995 (au niveau des prix de la mi-1982, taux de conversion 1983) ventilés comme suit :

- montant maximum des dépenses encourues par l'Agence spatiale européenne :	378 MUC
- secrétariat d'Eumetsat (10,5 années) :	10 MUC
- marge d'aléas Eumetsat :	12 MUC

II. Barème des contributions

Les Etats membres contribuent à l'ensemble des dépenses d'Eumetsat conformément au barème suivant :

Etats membres	%
Allemagne	21,00
Autriche	
Belgique	4,00
Danemark	0,50
Espagne	4,50
Finlande	0,30
France	22,00
Grèce	0,30
Irlande	0,10
Italie	11,00
Norvège	0,50
Pays-Bas	3,00
Portugal	0,30
Royaume-Uni	14,40
Suède	0,93
Suisse	2,60
Turquie	0,50

The States parties to this Convention,

CONSIDERING that:

- the safety of populations and the efficient execution of numerous human activities are conditioned by meteorological data and that it calls for more accurate and prompter forecasts;
- the possibility of improving the forecasts to a large extent depends on the availability of meteorological observations, local as well as global, including those relating to remote and desert regions;
- meteorological satellites have proved their aptitude and unique potential as a complement to the ground observation systems, particularly in respect of permanent weather monitoring and the carrying out and speedy collection of observations over the most inaccessible areas of the earth's surface;

NOTING that:

- the World Meteorological Organisation has recommended its members to improve meteorological data bases and strongly supported plans to develop and exploit a global satellite observation system in order to contribute to the "World Weather Watch";
- the Meteosat experimental programme, conducted by the European Space Agency, has demonstrated Europe's capacity to assume its share of responsibility in the operation of a global satellite observation system;

RECOGNISING that:

- no national or international organisation has planned any arrangement to provide Europe with all meteorological satellite data necessary to cover its zones of interest;
- the magnitude of the human, technical and financial resources required for activities in the space field is such that these resources lie beyond the means of any single European country;
- it is desirable to provide the European meteorological organisations with a framework for cooperation enabling them to embark on joint activities making use of space technologies applicable to meteorological research and weather forecasting;

HAVE AGREED AS FOLLOWS:

ARTICLE 1

Establishment of Eumetsat

1. A European Organisation for the Exploitation of Meteorological Satellites, hereinafter referred to as "Eumetsat", is hereby established.
2. The members of Eumetsat, hereinafter referred to as "Member States", shall be those States that are Parties to this Convention in pursuance of the provisions of Article 15.2 or 15.3.
3. Eumetsat shall have legal personality. It shall in particular have the capacity ^{to contract,} to acquire and dispose of movable and immovable property and to be party to legal proceedings.
4. The organs of Eumetsat shall be the Council and the Director.
5. The Headquarters of Eumetsat shall provisionally be located in the European Space Agency's premises in Paris. The final decision on the location of the Headquarters shall be taken by the Council, in accordance with the provisions of Article 5.2(b)(viii) below.
6. The official languages of Eumetsat shall be English and French.

ARTICLE 2

Objectives

1. The primary objective of Eumetsat is to establish, maintain and exploit European systems of operational meteorological satellites, taking into account as far as possible the recommendations of the World Meteorological Organisation.
2. The definition of the initial system is contained in Annex I.
3. In the execution of its objectives, Eumetsat shall:
 - (a) take maximum advantage of the technologies developed in Europe in particular in the field of meteorological satellites by providing for operational continuation of the programmes that have proved technically successful and cost-effective;
 - (b) rely as appropriate on the capabilities of the existing international organisations carrying out activities in a similar field;

- (c) contribute to the development of space meteorology techniques and meteorological observing systems using satellites that may lead to improved services at optimum cost.

ARTICLE 3
Cooperation

For the purpose of achieving its objectives Eumetsat shall, as far as possible, and in conformity with meteorological tradition, cooperate with the Governments and national organisations of the Member States, as well as with non-member States and governmental and non-governmental international scientific and technical organisations whose activities are related to its objectives. Eumetsat may conclude agreements to that end.

ARTICLE 4
The Council

1. The Council shall be composed of not more than two representatives of each Member State, one of whom should be a delegate of his country's meteorological service. The representatives may be assisted by advisers during meetings of the Council.
2. The Council shall elect from among its members a Chairman and a Vice-Chairman who shall hold office for two years and may be re-elected not more than once. The Chairman shall conduct the discussions of the Council and shall not have the capacity of a representative of a Member State.
3. The Council shall meet in ordinary session at least once a year. It may meet in extraordinary session at the request of either the Chairman or one-third of the Member States. The Council shall meet at the Eumetsat Headquarters unless it decides otherwise.
4. The Council may establish subsidiary bodies and working groups as it deems necessary for the achievement of the objectives of Eumetsat.
5. The Council shall adopt its own rules of procedure.

ARTICLE 5
Role of the Council

1. The Council shall have the powers to adopt all the measures necessary for the implementation of this Convention.
2. In particular, the Council shall be empowered,
 - (a) by a unanimous vote of all the Member States:
 - (i) to decide on the accession of states referred to in Article 15.3, and on the terms and conditions governing such accession;
 - (ii) to decide on amendments to the Annexes and on the date of their entry into force;
 - (iii) to approve the conclusion of cooperation Agreements with non-member States;
 - (iv) to decide to dissolve or not to dissolve Eumetsat in conformity with Article 19;
 - (v) to decide on the modalities for embarking on the execution of systems other than that defined in Annex I and matching the objectives of Eumetsat;
 - (b) by a two-thirds majority vote of the Member States present and voting representing also at least two-thirds of the total amount of contributions:
 - (i) to adopt the annual budget, together with the level of staff complements and the expenditure and income forecast for the following three years attached thereto;
 - (ii) to approve annually the accounts of the previous year, together with the balance sheet of the assets and liabilities of Eumetsat, after taking note of the auditor's report, and give discharge to the Director in respect of the implementation of the budget;
 - (iii) to adopt the appropriate measures referred to in Article 9.4;
 - (iv) to adopt the financial rules as well as all other financial provisions;
 - (v) to fix the amount of the special payment referred to in Article 16.5;
 - (vi) to decide on the way Eumetsat will be dissolved pursuant to the provisions of Article 19.3 and 4;
 - (vii) to decide on the exclusion of a Member State pursuant to the provisions of Article 13;
 - (viii) to decide on any transfer of the Eumetsat Headquarters;
 - (ix) to adopt the staff rules;

- (c) by a two-thirds majority of the Member States present and voting,
- (i) to appoint the Director for a specific period, and terminate or suspend his appointment; in the case of suspension the Council shall appoint an Acting Director;
 - (ii) to define the operational specifications of the European meteorological satellite system, as well as the products and services which the system will provide to the Member States, as described in Annex I;
 - (iii) to approve the conclusion of any Agreement with Member States, international governmental and non-governmental organisations, or national organisations of Member States;
 - (iv) to adopt recommendations to the Member States concerning amendments to this Convention;
 - (v) to adopt its own rules of procedure;
 - (vi) to appoint the auditors and to decide the length of their appointments.

- (d) by a majority of the Member States present and voting,
- (i) to approve appointments and dismissals of senior staff;
 - (ii) to decide on the setting-up of subsidiary bodies and working groups and define their terms of reference;
 - (iii) to decide on any other measures not explicitly provided for in this Convention.

3. Each Member State shall have one vote in the Council. However, a Member State shall have no vote in the Council if the amount of its arrears of contributions exceeds the assessed amount of its contributions for the current financial year. In such case the Member State concerned may nevertheless be authorised to vote if a two-thirds majority of all the Member States entitled to vote considers that the non-payment is due to circumstances beyond its control. For the purpose of determining unanimity or the majorities provided for in the present Convention, no account shall be taken of a Member State that is not entitled to vote.

The expression "Member States present and voting" shall mean the Member States voting for or against. Member States that abstain shall be considered as not voting.

4. The presence of representatives of a majority of all the Member States entitled to vote shall be necessary to constitute a quorum. Council

decisions in respect of urgent matters may be secured by means of a written procedure in the interval between Council meetings.

ARTICLE 6

The Director

1. The Director shall be responsible for the implementation of the decisions taken by the Council and for the execution of the tasks assigned to Eumetsat. He shall be the legal representative of Eumetsat and in that capacity he shall sign Agreements approved by the Council, as well as contracts.
2. The Director shall act on the instructions of the Council. He shall in particular,
 - (a) ensure the proper functioning of Eumetsat;
 - (b) receive the contributions of the Member States;
 - (c) enter into the commitments and incur the expenditure decided on by the Council, within the limit of the authorised credits;
 - (d) draft tender invitations and contracts;
 - (e) prepare the meetings of the Council and provide the meetings of possible subordinate bodies and any working groups with the necessary technical and administrative assistance;
 - (f) monitor and control the execution of contracts;
 - (g) prepare and implement the budget of Eumetsat in accordance with the financial rules and submit annually for approval by the Council the accounts relating to the implementation of the budget and the balance sheet of assets and liabilities, drawn up in each case in accordance with the financial rules, and the report on the activities of Eumetsat;
 - (h) maintain the necessary accounts;
 - (i) execute such other tasks as may be entrusted to him by the Council.
3. The Director shall be supported by a Secretariat.

ARTICLE 7

Staff of the Secretariat

1. Except as provided for in the second ^{sentence} ~~paragraph~~ of this ^{paragraph} ~~clause~~ the staff of the Secretariat shall be governed by the staff rules adopted by the Council under the provisions of Article 5.2(b). Where the conditions of employment of a staff member of the Secretariat are not governed by the said rules, they shall be governed by the law applicable in the country where the person concerned is carrying out his duties.

2. Staff shall be recruited on the basis of their qualifications, account being taken of the international character of Eumetsat. No post may be reserved to nationals of a specific Member State.
3. Staff of national bodies of the Member States may be employed by and made available to Eumetsat for a specific period.
4. The Council shall, in conformity with Article 5.2(d), approve appointments and dismissals of senior staff as defined in the staff rules. Other staff members shall be appointed and may be dismissed by the Director acting under authority delegated by the Council. The Director shall have authority over the Secretariat staff as a whole.
5. The Member States shall respect the international character of the responsibilities of the Director and members of the Secretariat. In the exercise of their duties, the Director and members of the Secretariat shall neither seek nor accept instructions from any Government or any authority external to Eumetsat.

ARTICLE 8

Liability

1. Eumetsat offers no warranty in respect of the services and products provided or to be provided pursuant to this Convention.
2. Eumetsat, the Member States, and their civil servants or employees when acting in the exercise of their functions and within the limits of their authority, as well as any representative at Eumetsat meetings, shall not be liable to any Member State or Eumetsat in respect of loss or injury resulting from any discontinuation, delay or unsatisfactory operation of the services provided in accordance with Annex I to this Convention.
3. No Member State shall be liable for the acts and obligations of Eumetsat linked with the establishment of the space segment of Eumetsat, except where such liability results from a treaty to which that Member State and a State claiming compensation are parties. In that case, Eumetsat shall indemnify the Member State concerned in respect of any such liability, unless the latter has expressly undertaken to assume exclusively such liability. The Council shall establish the procedures for the implementation of this paragraph.

ARTICLE 9
Funding principles

1. The expenditure of Eumetsat shall comprise the costs relating to the services provided by contractors and suppliers, as well as the expenditure necessary for the execution of the duties devolving on it.
2. The expenditure of Eumetsat shall be covered by the financial contributions of the Member States and by any other Eumetsat income.
3. Each Member State shall pay to Eumetsat an annual contribution in convertible currency on the basis of the scale contained in Annex II. The methods of payment of the contributions shall be determined in the financial rules.
4. If, subsequent to the date of entry into force of this Convention pursuant to either paragraph 1 or paragraph 2 of Article 16, a Member State ceases to be a party to the Convention or if a State accedes to it, the Council shall examine the corresponding consequences and shall adopt the appropriate measures. In addition, the scale of contributions referred to in Annex II may be adjusted on a pro rata basis.
5. The financial rules shall define the applicable procedure in the event of the non-payment of contributions of a Member State, as well as the additional charges on the Member State that is in arrears with its contributions.
6. The Council may accept voluntary contributions, whether in cash or otherwise, provided they are made for purposes compatible with the objectives, activities and principles of conduct of Eumetsat.

ARTICLE 10
The Budget

1. The budget shall be established in terms of European Currency Units (ECU) as defined in the Financial Regulations of the European Communities no. 3180/78 of 18 December 1978.
2. The financial year shall run from 1 January to 31 December.

3. The annual budget of Eumetsat shall be drawn up for each financial year before the beginning of that year under the conditions laid down in the Financial Rules. The revenue and expenditure shown in the budget shall be in balance.
4. The Council shall, in conformity with Article 5.2(b), adopt the budget for each financial year, as well as any supplementary and amending budgets.
5. The Council's adoption of the budget shall constitute:
 - (a) the obligation for each Member State to make available to Eumetsat the financial contributions fixed in the budget;
 - (b) the authority for the Director to incur commitments and expenditure within the limit of the corresponding authorised credits.
6. If the budget has not been adopted by the Council by the beginning of a financial year, the Director may, each month, enter into commitments and make payments in each chapter of the budget up to one twelfth of the appropriations in the budget of the preceding financial year, provided that he shall not have at his disposal appropriations in excess of one twelfth of those provided for in the draft budget.
7. Member States shall pay each month, on a provisional basis and in accordance with the scale referred to in Annex II, the amounts necessary for the application of paragraph 6.
8. The detail of the financial arrangements and accounting procedures shall be contained in the financial rules adopted by the Council in conformity with Article 5.2(b).

ARTICLE 11

Audit

1. The accounts of all revenue and expenditure shown in the budget and the balance sheet of the assets and liabilities of Eumetsat shall, under the

conditions laid down in the financial rules, be submitted for annual audit. The auditors shall submit to the Council each year a report on the accounts.

2. The Director shall give the auditors any information and assistance needed for the execution of their task.
3. The further detail of the audit shall be determined by the Council.

ARTICLE 12

Privileges and immunities

Eumetsat shall enjoy the privileges and immunities that are necessary for the performance of its official activities, in conformity with a Protocol to be drawn up subsequently.

ARTICLE 13

Non-fulfilment of obligations

A Member State that fails to fulfil its obligations under this Convention shall cease to be a member of Eumetsat, if the Council so decides in conformity with the provisions of Article 5.2(b), the State concerned not taking part in the vote on this issue. The decision shall take effect at the end of the financial year during which it was taken. The provisions of paragraphs 2 and 3 of Article 18 shall apply.

ARTICLE 14

Disputes

1. Any dispute between two or more Member States, or between any of them and Eumetsat, concerning the interpretation or application of this Convention or its Annexes, that cannot be settled by or through the Council, shall, at the request of any Party to the dispute, be submitted to an Arbitration Tribunal, unless the Parties agree on another mode of settling the dispute.

2. The Arbitration Tribunal shall consist of three members. Each Party to the dispute shall nominate one arbitrator within a period of two months reckoned from the date of receipt of the request referred to in paragraph 1 above. The first two arbitrators shall, within a period of two months reckoned from the nomination of the second arbitrator, nominate the third arbitrator, who shall be the chairman of the Arbitration Tribunal and who may not be a national of a State that is a Party to the dispute. If one of the two arbitrators has not been nominated within the required period he shall, at the request of either Party, be nominated by the President of the International Court of Justice or, if there is no agreement between the Parties to call on the latter, by the Secretary General of the Permanent Court of Arbitration. The same procedure shall apply if the Chairman of the Arbitration Tribunal has not been nominated within the required period.
3. The Arbitration Tribunal shall itself determine its seat and establish its own rules of procedure.
4. Each Party shall bear the cost relating to the arbitrator for whose nomination it is responsible, as well as the costs of being represented before the Tribunal. The expenditure relating to the Chairman of the Arbitration Tribunal shall be shared equally by the Parties to the dispute.
5. The award of the Arbitration Tribunal shall be made by a majority of its members, who may not abstain from voting. This award shall be final and binding on all Parties to the dispute and no appeal shall lie against it. The Parties shall comply with the award without delay. In the event of a dispute as to its meaning or scope, the Arbitration Tribunal shall interpret it at the request of any Party to the dispute.

ARTICLE 15

Signature, Ratification and Accession

1. This Convention shall be open for signature by the States that took part in the Conference of Plenipotentiaries on the setting-up of a European Organisation for the Exploitation of Meteorological Satellites.

2. The said States shall become Parties to this Convention either
 - by signature not subject to ratification, acceptance or approval, or
 - by the deposit of an instrument of ratification, acceptance or approval with the depositary if the Convention was signed subject to ratification, acceptance or approval.
3. From the date of entry into force of this Convention, any State that did not take part in the Conference of Plenipotentiaries referred to in paragraph 1 of this Article may accede to it following a Council decision taken in conformity with the provisions of Article 5.2(a). A State that wishes to accede to this Convention shall notify the Director accordingly and the latter shall inform the Member States of the request at least three months before it is submitted to the Council for decision. The Council shall determine the terms and conditions for the accession of the State in question, in conformity with Article 5.2(a).
4. The instruments of ratification, acceptance, approval and accession shall be deposited with the Government of the Swiss Confederation, referred to as "the depositary".

ARTICLE 16

Entry into force

1. This Convention shall enter into force sixty days after the date on which States whose aggregate contributions according to the scale at Annex II amount to at least 85% of the total amount of the contributions have become Parties to the Convention in implementation of Article 15.2.
2. If the requirements for entry into force of this Convention in accordance with paragraph 1 of this Article have not been met 2 years after the date on which the Convention was opened for signature, the depositary shall, at the earliest time possible, convene the Governments of the States which have signed the Convention without their signature being subject to ratification, acceptance or approval or which have deposited instruments of ratification, acceptance or approval. These Governments may then decide that notwithstanding the requirements of

paragraph 1 the Convention shall enter into force among them. In taking such a decision these Governments shall agree upon the date of entry into force and a revision of the scale of contributions referred to in Annex II.

3. Following the entry into force of the Convention pursuant to either paragraph 1 or paragraph 2 of this Article, and pending the deposit of its instrument of ratification, acceptance or approval, a State that has signed the Convention subject to ratification, acceptance or approval may take part in Eumetsat meetings without the right to vote.
4. For any State that, subsequent to the date of entry into force of the Convention, pursuant to either paragraph 1 or paragraph 2 of this Article, signs the Convention without its signature being subject to ratification, acceptance or approval, or deposits its instrument of ratification, acceptance or approval, and for any State that accedes to it, the Convention shall take effect on the date of signature by the said State or on the date of deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession, as the case may be.
5. Any State referred to in Article 15.1 that becomes a Party to the Convention shall, in as far as is necessary, make a special payment towards the investments already made for setting up the initial system as described in Annex I, calculated on the basis of the rate of contribution of that State and fixed in Annex II or determined by the Council in conformity with Article 5.2(b). For any acceding State the special payment in question shall form part of the conditions governing accession, adopted by the Council in conformity with Article 5.2(a).

ARTICLE 17

Amendments

1. Any Member State may propose amendments to this Convention. The amendment proposals shall be sent to the Director who shall communicate them to the other Member States at least three months prior to their examination by the Council. The Council shall examine the said proposals and may, by a decision taken in conformity with Article 5.2(c) recommend the Member States to accept the proposed amendments.

2. The amendments recommended by the Council shall enter into force thirty days following the receipt by the depositary of the Convention of the written declarations of acceptance of all the Member States.
3. Notwithstanding the provisions of Article 5.2(b)(iii) the Council may, by a decision taken in conformity with Article 5.2(a), amend the Annexes to this Convention provided that any such amendment does not conflict with the Convention, at the same time determining the corresponding date of entry into force for all the Member States.

ARTICLE 18

Denunciation

1. After this Convention has been in force for six years, any Member State may denounce it by notifying the depositary of the Convention. The denunciation shall take effect at the end of the financial year following that during which it was notified.
2. After the denunciation has taken effect, the State concerned shall remain bound to honour its share of the payment appropriations corresponding to approved contract authority used both under the budget for the financial year in which the denunciation was notified and under previous budgets.
3. The State concerned shall retain the rights it has acquired up to the date the denunciation takes effect.

ARTICLE 19

Dissolution

1. Eumetsat may at any time be dissolved by the Council by a decision in accordance with Article 5.2(a).
2. Unless the Council decides otherwise, by a decision taken in conformity with Article 5.2(a), a Member State having denounced the Convention not

taking part in the vote on this issue, Eumetsat shall be dissolved if, as a result of the denunciation of this Convention by one or more Member States under the provisions of Article 18.1, the contribution rate of each of the other Member States is increased by more than one-fifth compared to the rate laid down in Annex II.

3. In the cases referred to in paragraphs 1 and 2, the Council shall appoint a liquidation authority.
4. The assets shall be shared out among the States that are members of Eumetsat at the time of its dissolution pro rata to the contributions actually paid by them from the time of becoming Parties to this Convention. In the event of a deficit this shall be met by the same States pro rata to the contributions as assessed for the current financial year.

ARTICLE 20

Notification

The depositary shall notify the signatory and acceding States of:

- (a) all signatures of the Convention;
- (b) the deposit of any instrument of ratification, acceptance, approval or accession;
- (c) the entry into force of the Convention, pursuant to either paragraph 1 or paragraph 2 of Article 16;
- (d) the adoption and entry into force of any amendment to the Convention or to the Annexes thereto;
- (e) any denunciation of the Convention, or any loss of membership status in Eumetsat;
- (f) the dissolution of Eumetsat.

ARTICLE 21

Registration

Upon the entry into force of this Convention, the depositary shall register it with the ~~Secretariat~~^{Secretary General} of the United Nations in accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations.

ANNEX I

SYSTEM DESCRIPTION

1. GENERAL

The European Meteorological Satellite System will continue the preoperational Meteosat programme of geostationary satellites. The nominal position of the satellite will be over the 0° meridian. The system will comprise a space segment and a ground segment. The design of the spacecraft will be based on that of METEOSAT. The ground segment will also make use of the experience gained during the preoperational METEOSAT programme and will provide for the tracking and control of the spacecraft and for central processing of the data.

2. FUNCTIONAL DESCRIPTION

2.1. Space segment

The satellite will be equipped with the following capabilities:

- Imagery in three spectral regions, visible, infra-red atmospheric window, infra-red water vapour band.
- Dissemination of images and other data on two channels each capable of transmitting digital or analogue data to users stations.
- Collection of data transmitted from in situ measuring stations.
- Distribution of meteorological data to earth stations.

2.2. Ground segment

The ground segment will provide the following functions, most of which have to be performed in near real-time to meet meteorological requirement,

- Control, monitoring and operational use of one active satellite.
- Possibility of controlling a second satellite not in operation.
- Reception and preprocessing of image data. Preprocessing is the process of determining and adjusting for radiometric and geometric variations in the raw data. It will comprise as a minimum, mutual registration of the different channels, calibration of the infra-red atmospheric window channel, image localization.
- Dissemination of preprocessed images to primary (PDUS) and secondary (SDUS) user stations.

- Dissemination through the satellite of miscellaneous data including administrative messages and charts supplied from meteorological services.
- Dissemination of images from other meteorological satellites.
- Acquisition and limited processing of messages from in situ measuring stations (Data Collection Platforms (DCP)) and their dissemination. Dissemination of these messages will include both input to the meteorological Global Telecommunication System and transmission through the satellite to users stations. (These transmissions will be in addition to the other transmissions listed in this section).
- Extraction of quantitative meteorological data, including wind vectors; other data needed for operational meteorology, such as sea surface temperature, upper tropospheric humidity, cloud amount and height; and a data set suitable for climatological purposes.
- Archiving in digital form of all available images for a sliding period of at least five months and of all the produced elaborated meteorological information permanently.
- Archiving on photographic film of at least 2 full disc images each day.
- Retrieval of archived information.
- Production and distribution of documentation including for instance an image catalogue and a system users' guide.
- Quality control of products and transmissions.

3. TECHNICAL PERFORMANCE

3.1. Space segment

The detailed performance specification for the spacecraft will be decided by the ^{Council} ~~participating States~~ but will not be inferior to the specification for the preoperational METEOSATS except that the facility for "interrogating" data collection platforms through a dedicated down-link will be omitted.

The following improvements are foreseen:

- Improved lifetime as regards electric power and propellant.
- Improved reliability of radiometer and electronics.
- Water vapour channel to be brought to the same standard of design and manufacture as the other two channels; noise (interference) to be reduced.

- Simultaneous operation of the infra-red window channel, the water-vapour channel and both visible channels.
- "In flight" calibration of the water vapour channel.
- Temperature control of calibrating black body.
- Modification of transponder to allow for distribution of digital data to earth stations in addition to preoperational METEOSAT functions.

3.2. Ground segment

The technical performance for the functions listed in 2.2. shall at least be that of the preoperational system. The system will however, be updated with the aim of improving reliability and reducing operating costs.

4. BRIDGING ACTIVITIES

The operation of the existing system, including Meteosat F1 and F2 and the satellite P2 (if launched within the framework of the pre-operational programme) will also be incorporated with the operational programme with effect from 24 November 1983.

5. LAUNCH SCHEDULE

- 5.1. The operational programme will cover the procurement of components and building of sub-units necessary for three new flight models (MO1, MO2, MO3) and one spare.

Only one integration team will be used and the spacecraft will be integrated sequentially.

MO1 will be launched when ready, in principle in the first half of 1987.

MO2 will be launched about one and a half years later, in principle in the second half of 1988.

MO3 will be launched in principle in the second half of 1990.

This launch date could be moved as warranted by the status of the programme and the availability of launchers at decision time.

Insurance of the launches of MO1 and MO2 will be arranged in order to allow for integration and launch of an additional flight unit if necessary.



5.2. The maximum amount referred to in Annex II assumes that all launches will share a dual launch on ARIANE. ^{The Council} ~~Participating States~~ may decide by unanimous vote to use single launches if the programme requires it.

6. DURATION OF THE PROGRAMME

The use of the operational satellites resulting from the tentative schedule is expected to be 8.5 years starting with the launch of MO1 in 1986-87. In addition there will be bridging activities using existing satellites and providing operation of those satellites (F1, F2, P2) as available during the period from 24 November 1983 until the launch of MO1 in 1986-1987. The expected overall duration of the programme is 12.5 years from beginning 1983 until mid 1995.

ANNEX II

I. Overall envelope

The overall envelope for the initial system described in Annex I is estimated at 400 million accounting units (MAU) (mid-1982 prices and 1983 conversion rates) over the period 1983 to 1995, broken down as follows:

- maximum amount of expenditure incurred
by the Agency : 378 MAU
- Eumetsat Secretariat (10.5 years) : 10 MAU
- Eumetsat contingency margin : 12 MAU.

II. Scale of contributions

The Member States shall contribute to the expenditure of Eumetsat in accordance with the following scale of contributions:

Member State	%
Germany	21,00
Austria	
Belgium	4,00
Denmark	0,50
Spain	4,50
Finland	0,30
France	22,00
Greece	0,30
Ireland	0,10
Italy	11,00
Norway	0,50
Netherlands	3,00
Portugal	0,30
United Kingdom	14,40
Sweden	0,93
Switzerland	2,60
Turkey	0,50

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned Plenipotentiaries, having been duly authorised thereto, have signed this Convention.

Fait à Genève, le vingt-quatre mai mil neuf cent quatre-vingt-trois
Done at Geneva, on the twenty fourth May nineteen hundred and eighty three

dans les langues anglaise et française, ces deux textes faisant également foi, en un exemplaire original unique qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la Confédération suisse, lequel en délivrera des copies certifiées conformes à tous les Etats signataires ou adhérents.

in the English and French languages, both texts being equally authoritative, in a single original which will be deposited in the archives of the Government of the Swiss Confederation, which shall transmit certified copies to all signatory and acceding States.

Pour la République fédérale d'Allemagne
For the Federal Republic of Germany

Hans Ruedel
avec réserve de ratification

Pour la République d'Autriche
For the Republic of Austria

Pour le Royaume de Belgique
For the Kingdom of Belgium

sous réserve

de ratification. A. Duhaloup

Pour le Royaume du Danemark
For the Kingdom of Denmark

Erik Thorsen

*not subject to ratification
17. I. 1984*

Pour l'Espagne
For Spain

Alfonso de la Serna

Pour la Finlande
For Finland

Riitta Piipponen

sous réserve de ratification

28. I. 1983

Pour la République française
For the French Republic

[Signature]

Sous réserve d'approbation.

Pour la République de Grèce

For the Greek Republic

D. Velissariopoulos
sous réserve de ratification
13.XII.1984

Pour l'Irlande

For Ireland

Seamus Kirby
subject to ratification
7/VIII/1984

Pour la République italienne

For the Italian Republic

Mario Scialoja
subject to ratification


Pour le Royaume de Norvège

For the Kingdom of Norway

Roald Amundsen
subject to ratification.

Pour le Royaume des Pays-Bas

For the Kingdom of the Netherlands


Subject to ratification

Pour le Portugal

For Portugal

com a reserva de ratificação

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

John Mason
subject to ratification.

Pour le Royaume de Suède

For the Kingdom of Sweden

Darius G.
Subject to ratification

Pour la Confédération suisse

For the Swiss Confederation

A. Junod
avec réserve de ratification.

Pour la Turquie

For Turkey

Ad referendum
subject to ratification